

No. 27531. Multilateral

CONVENTION ON THE RIGHTS OF THE CHILD. NEW YORK, 20 NOVEMBER 1989 [*United Nations, Treaty Series, vol. 1577, I-27531.*]

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY SOMALIA UPON RATIFICATION

Finland

Notification deposited with the Secretary-General of the United Nations: 26 April 2016

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 26 April 2016

Nº 27531. Multilatéral

CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT. NEW YORK, 20 NOVEMBRE 1989 [*Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 1577, I-27531.*]

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LA SOMALIE LORS DE LA RATIFICATION

Finlande

Dépôt de la notification auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 26 avril 2016

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 26 avril 2016

[TEXT IN ENGLISH – TEXTE EN ANGLAIS]

“The Government of Finland has carefully examined the contents of the reservations made by the Federal Republic of Somalia concerning the Convention on the Rights of the Child.

The Government of Finland notes that a general reference to the General Principles of Islamic Sharia raises doubts as to the commitment of the Federal Republic of Somalia to fulfill its obligations under the Convention. Such reservations are also subject to the general principle of treaty interpretation according to which a party may not invoke the provisions of its domestic law as justification for a failure to perform its treaty obligations.

In [the] view of the Government of Finland, the reservations made by the Federal Republic of Somalia are incompatible with the object and purpose of the Convention. According to Article 19 of the Vienna Convention on the Law of the Treaties, such reservations shall not be permitted.

Therefore, the Government of Finland objects to the aforesaid reservations made by the Federal Republic of Somalia. This objection does not preclude the entry into force of the Convention between Finland and the Federal Republic of Somalia. The Convention will thus become operative between the two States without the Federal Republic of Somalia benefitting from its reservations.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement finlandais a examiné attentivement la teneur des réserves formulées par la République fédérale de Somalie concernant la Convention relative aux droits de l'enfant.

Le Gouvernement finlandais note qu'une référence générale aux principes généraux de la charia islamique soulève des doutes quant à la volonté de la République fédérale de Somalie de s'acquitter des obligations qui lui incombent au titre de la Convention. De telles réserves sont également soumises au principe général de l'interprétation des traités en vertu duquel une partie ne peut invoquer les dispositions de son droit interne pour justifier le non-respect des obligations découlant des traités.

De l'avis du Gouvernement finlandais, les réserves formulées par la République fédérale de Somalie sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention. Aux termes de l'article 19 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, de telles réserves ne sont pas autorisées.

Par conséquent, le Gouvernement finlandais fait objection aux réserves formulées par la République fédérale de Somalie. Cette objection n'empêche pas l'entrée en vigueur de la Convention entre la Finlande et la République fédérale de Somalie. La Convention demeure donc applicable entre les deux Etats sans que la République fédérale de Somalie puisse se prévaloir de ses réserves.

OBJECTION TO THE RESERVATIONS MADE BY
SOMALIA UPON RATIFICATION

Sweden

*Notification deposited with the Secretary-
General of the United Nations: 18 April
2016*

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 18 April 2016*

OBJECTION AUX RÉSERVES FORMULÉES PAR LA
SOMALIE LORS DE LA RATIFICATION

Suède

*Dépôt de la notification auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 18 avril 2016*

*Enregistrement auprès du Secrétariat de
l'Organisation des Nations Unies :
d'office, 18 avril 2016*

[TEXT IN ENGLISH – TEXTE EN ANGLAIS]

“The Government of Sweden has examined the contents of the reservation made by the Federal Republic of Somalia, by which the Federal Republic of Somalia expresses that ‘The Federal Republic of Somalia does not consider itself bound by Articles 14, 20, 21 of the above stated Convention and any other provisions of the Convention contrary to the General Principles of Islamic Sharia.’

As regards to the reservations to Articles 14, 20 and any other provisions of the Convention contrary to the General Principles of Islamic Sharia, Sweden would like to state the following. Reservations by which a State Party limits its responsibilities under the Convention by not considering itself bound by certain articles and by invoking general references to national or religious law may cast doubts on the commitments of the reserving state to the object and purpose of the Convention and, moreover, contribute to undermining the basis of international treaty law.

It is in the common interest of states that treaties to which they have chosen to become parties also are respected, as to object and purpose, by all parties. The Government of Sweden therefore objects to the aforementioned reservations.

This objection shall not preclude the entry into force of the Convention between Sweden and the Federal Republic of Somalia, without the Federal Republic of Somalia benefitting from its aforementioned reservations.”

[TRANSLATION – TRADUCTION]

Le Gouvernement suédois a examiné le contenu de la réserve formulée par la République fédérale de Somalie, par laquelle la République fédérale de Somalie stipule que « la République fédérale de Somalie ne se considère pas liée par les articles 14, 20 et 21 de la Convention susmentionnée, ni par toute autre disposition de la Convention qui serait contraire aux principes généraux de la charia islamique. »

En ce qui concerne les réserves aux articles 14, 20 et toute autre disposition de la Convention qui serait contraire aux principes généraux de la charia islamique, la Suède souhaite déclarer ce qui suit. Des réserves par lesquelles un État partie limite les responsabilités qui lui incombent en vertu de la Convention en ne s'estimant pas lié par certains articles de la Convention et en invoquant, de manière générale, la loi nationale ou religieuse peuvent susciter des doutes quant aux engagements de cet État à l'égard de l'objet et du but de la Convention et contribue, en outre, à saper les fondements du droit conventionnel international.

Il est dans l'intérêt commun des États que les traités auxquels ils ont décidé d'être parties soient respectés, quant à leur objet et leur but, par toutes les parties. En conséquence, le Gouvernement suédois fait objection aux réserves précitées.

Cette objection n'empêche pas l'entrée en vigueur de la Convention entre la Suède et la République fédérale de Somalie, sans que la République fédérale de Somalie puisse se prévaloir des réserves susmentionnées.

OPTIONAL PROTOCOL TO THE CONVENTION ON THE RIGHTS OF THE CHILD ON THE SALE OF CHILDREN, CHILD PROSTITUTION AND CHILD PORNOGRAPHY. NEW YORK, 25 MAY 2000 [*United Nations, Treaty Series, vol. 2171, A-27531.*]

PROTOCOLE FACULTATIF À LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT, CONCERNANT LA VENTE D'ENFANTS, LA PROSTITUTION DES ENFANTS ET LA PORNOGRAPHIE METTANT EN SCÈNE DES ENFANTS. NEW YORK, 25 MAI 2000 [*Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 2171, A-27531.*]

ACCESSION

Samoa

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 29 April 2016

Date of effect: 29 May 2016

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 29 April 2016

ADHÉSION

Samoa

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 29 avril 2016

Date de prise d'effet : 29 mai 2016

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 29 avril 2016

OPTIONAL PROTOCOL TO THE CONVENTION ON THE RIGHTS OF THE CHILD ON THE INVOLVEMENT OF CHILDREN IN ARMED CONFLICT. NEW YORK, 25 MAY 2000 [United Nations, Treaty Series, vol. 2173, A-27531.]

PROTOCOLE FACULTATIF À LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT, CONCERNANT L'IMPLICATION D'ENFANTS DANS LES CONFLITS ARMÉS. NEW YORK, 25 MAI 2000 [Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 2173, A-27531.]

ACCESSION (WITH DECLARATION)

Guinea

Deposit of instrument with the Secretary-General of the United Nations: 8 April 2016

Date of effect: 8 May 2016

Registration with the Secretariat of the United Nations: ex officio, 8 April 2016

ADHÉSION (AVEC DÉCLARATION)

Guinée

Dépôt de l'instrument auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : 8 avril 2016

Date de prise d'effet : 8 mai 2016

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : d'office, 8 avril 2016

Declaration:

Déclaration :

[TEXT IN FRENCH – TEXTE EN FRANÇAIS]

« [Le Gouvernement de la République de Guinée déclare] [...] que la République de Guinée a adopté la Loi LN°001/CNT/2012 du 17 janvier 2012 portant statut général des militaires. Le chapitre I relatif au recrutement dispose ce qui suit :

‘ Article 39 : Tout citoyen de nationalité guinéenne âgé de dix-huit à vingt-huit ans, peut être recruté au sein des forces armées guinéennes;

Article 40 : Nul ne peut être militaire s’il n’a la nationalité guinéenne; s’il ne jouit de ses droits civiques, s’il ne présente les aptitudes physiques et intellectuelles exigées pour l’exercice de la fonction, s’il ne sait ni lire et écrire;

Article 41 : L’armée recrute par engagement volontaire. Toutefois, en cas de menace grave contre l’intégrité du territoire national, l’armée peut exceptionnellement faire appel par voie de mobilisation générale. Les modalités de cette mobilisation seront définies par décret du Président de la République.

Article 42 : Dans l’armée guinéenne, le recrutement national a lieu chaque année suivant les besoins des armées et services en personnel et en fonction des prévisions budgétaires.

Pour le recrutement des spécialistes, les Etat-major et services sont autorisés à procéder à la sélection de leurs personnels à recruter qui seront mis à la disposition de la Commission nationale de recrutement.

Article 43 : Toutes les recrues sont engagées pour un contrat initial de 2 ans et envoyées dans les centres d'instruction d'infanterie (C.I.I.) pour la formation commune de base (F.C.B.) de 9 mois avant de rejoindre les différents armées et services.

Article 44 : Six (6) mois avant l'expiration du contrat initial, chaque recrue passe devant la Commission de réforme qui doit statuer sur la recevabilité de sa demande d'engagement. Les candidats ainsi retenus passent devant la Commission nationale de recrutement en vue de leur immatriculation. Les modalités de recrutement dans les corps des officiers et sous-officiers de carrière seront traitées dans le Statut particulier.'

Au nom du Gouvernement de la République de Guinée, nous déclarons que les dispositions décrites ci-dessus, relatives à l'âge minimal de l'engagement volontaire dans les forces armées guinéennes, seront scrupuleusement et strictement respectées. »

[TRANSLATION – TRADUCTION]

The Government of the Republic of Guinea declares that the Republic of Guinea has adopted Act 001/CNT/2012 of 17 January 2012 on the general situation of members of the armed forces. Chapter I on recruitment states:

'Article 39: Any citizen of Guinean nationality between the ages of 18 and 28 may be recruited to the Guinean armed forces.

Article 40: Recruits must have Guinean nationality, be in possession of their civic rights, have the physical and intellectual capacities required for their duties and be able to read and write.

Article 41: Recruitment to the army shall be by voluntary enlistment. However, in the event of a serious threat to the integrity of the national territory, the army may as an exceptional measure proceed with general mobilization. The arrangements for such mobilization shall be established by decree of the President of the Republic.

Article 42: Recruitment to the Guinean army shall take place each year, in the light of the staffing needs of the armies and units and on the basis of budget forecasts.

For the recruitment of specialists, the Chiefs of Staff and units shall be allowed to select their recruits, who shall be made available to the National Recruitment Board.

Article 43: All recruits shall be hired for an initial two-year contract and sent to infantry training centres for nine months' joint basic training before joining the various armies and units.

Article 44: Six (6) months before the expiration of the initial contract, each recruit shall appear before the Review Board, which shall decide whether the recruit's application to enlist is to be accepted. The accepted candidates shall appear before the National Recruitment Board for registration. Arrangements for recruitment to the ranks of career officers and non-commissioned officers shall be specified in the Special Statute.'

On behalf of the Government of the Republic of Guinea, I declare that the above provisions concerning the minimum age for voluntary enlistment in the Guinean armed forces shall be scrupulously and strictly observed.

OPTIONAL PROTOCOL TO THE CONVENTION
ON THE RIGHTS OF THE CHILD ON A
COMMUNICATIONS PROCEDURE.
NEW YORK, 19 DECEMBER 2011 [*United
Nations, Treaty Series, vol. 2983, A-27531.*]

PROTOCOLE FACULTATIF À LA CONVENTION
RELATIVE AUX DROITS DE L'ENFANT
ÉTABLISSANT UNE PROCÉDURE DE
PRÉSENTATION DE COMMUNICATIONS.
NEW YORK, 19 DÉCEMBRE 2011 [*Nations
Unies, Recueil des Traités, vol. 2983, A-27531.*]

ACCESSION

Samoa

*Deposit of instrument with the Secretary-
General of the United Nations: 29 April
2016*

Date of effect: 29 July 2016

*Registration with the Secretariat of the
United Nations: ex officio, 29 April 2016*

ADHÉSION

Samoa

*Dépôt de l'instrument auprès du
Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies : 29 avril 2016*

Date de prise d'effet : 29 juillet 2016

*Enregistrement auprès du Secrétariat de
l'Organisation des Nations Unies :
d'office, 29 avril 2016*